

LES CHIFFRES DU MOIS



L'UNHCR estime que plus de

1100 Bengladeshis et Rohingyas

sont morts en mer entre janvier 2014 et juin 2015.
Le bilan pourrait s'alourdir car un grand nombre de personnes sont encore portées disparues.

55 étudiants

sont toujours incarcérés pour leur participation aux manifestations pacifiques de mars sur la réforme de l'éducation. Certains souffrent toujours de blessures infligées par les policiers pendant la répression des manifestations.



Selon les autorités birmanes,

117 personnes sont mortes et **1,6 millions** de personnes ont été affectées par les inondations cet été.

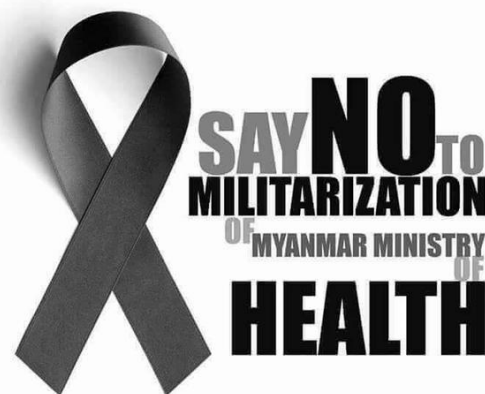
Parmi les viols déclarés à la police de Rangoun ces 6 derniers mois, **60% des cas** étaient des victimes âgées de **moins de 16 ans**.
44 cas concernent des enfants de moins de 10 ans.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

La campagne “ruban noir” dénonce la “militarisation” du Ministère de la santé. Des militaires ont été désignés à des postes clés du ministère de la santé, certains d’entre eux n’ayant aucune expérience dans le secteur. Ces attributions ont provoqué la colère des médecins, infirmières et du personnel médical de Mandalay qui ont décidé de lancer une campagne sur les réseaux sociaux. En trois jours celle-ci a réuni plus de 40 000 supporters. Le 12 août, le ministère a annoncé, qu’il renonçait à placer 300 militaires à des postes vacants du ministère mais que les 14 militaires déjà placés à des postes stratégiques ne démissionneraient pas.



La 3ème visite officielle de la Rapporteuse Spéciale pour les Droits de l’Homme restreinte par les autorités birmanes. Yanghee Lee avait demandé l’autorisation de se rendre 10 jours en mission en Birmanie et de visiter l’État d’Arakan, mais le gouvernement birman, prétextant les inondations, ne lui a accordé que 5 jours de visite et lui a refusé l’accès à l’État où vit la majorité de la communauté persécutée des Rohingyas. « Malheureusement cela entrave mes capacités à remplir ma mission » a-t-elle déclaré. Elle a également exprimé ses préoccupations quant au harcèlement dont ont été victime les activistes rencontrés lors de cette mission et de la précédente, expliquant, qu’ils avaient été pris en photo puis questionnés par les forces de l’ordre. Elle a appelé les activistes à dénoncer toutes représailles par le régime. Son rapport final a par ailleurs dénoncé les privations de droits des déplacés internes, des migrants, des Rohingyas, des activistes et appelé le gouvernement à libérer les étudiants incarcérés, à condamner les discours des extrémistes attisant la haine, et à faire plus pour améliorer la situation des Rohingyas. Le gouvernement a rejeté ses remarques, déclarant notamment que « rohingya » est un « terme inventé » et que « personne n’est arrêté ni condamné simplement pour avoir exercé ses droits pacifiquement »...



Le Président du Parlement, Shwe Mann a été démis de ses fonctions de dirigeant du parti au pouvoir. Après des mois de tensions et plusieurs tentatives d’éviction infructueuses, le président Thein Sein a finalement fait appel aux forces de police pour parvenir à exclure son rival politique du Parti de la solidarité et du développement de l’Union (USDP), parti issu de l’ancienne junte militaire. Il lui reprochait son rapprochement avec la leader de l’opposition, Aung San Suu Kyi, ainsi que son soutien à d’éventuels amendements constitutionnels qui devaient réduire le pouvoir de l’armée. Moins de trois mois avant les élections, cette purge peu démocratique, orchestrée par le président en personne, est préoccupante. Outre le résultat de rivalités au sein du parti politique, il s’agit d’une démonstration de force qui en dit long sur la domination militaire de la vie politique en Birmanie.

La Birmanie rejoint l’Organisation pour l’interdiction des armes chimiques (OIAC). «La Birmanie est devenue aujourd’hui le 191ème État partie à la Convention sur l’interdiction des armes chimiques (CIAC)» a annoncé ce mois-ci l’OIAC, organisme basé à La Haye. La Birmanie avait été accusée à plusieurs reprises de produire ou d’utiliser de telles armes.



Le gouvernement de Birmanie a approuvé la création d'un salaire minimum fixé à 3.600 kyat (2,47 euros) "pour une journée de travail normale de 8 heures". Il s'agit d'une première pour le pays. Les négociations entre les syndicats et le patronat ont été longues et difficiles mais pour une fois encouragées par de nombreuses entreprises occidentales arguant qu'un faible salaire est contre-productif. Ce nouveau salaire minimum est entré en vigueur le 1er septembre et ne concerne que les entreprises de plus de 15 salariés. Dès le 31 août, des employeurs qui s'étaient opposés à son adoption ont commencé à renvoyer leurs ouvriers. Au moins 300 licenciements ont déjà été enregistrés dans les zones industrielles de Rangoun.

La Chambre basse du Parlement a approuvé deux nouveaux projets de loi « pour la protection de la race et de la religion ». Proposé par le groupe extrémiste Ma Ba Tha au Parlement en novembre 2014, ils font partie d'un ensemble de quatre textes visant directement les minorités religieuses musulmanes. La loi pour le "contrôle de la population", adoptée en mai 2015 autorise les autorités locales à imposer aux couples mariés un délai de 36 mois entre chaque naissance. La loi sur la Monogamie adoptée le 1 septembre, n'apporte pas de changement législatif majeur puisque la polygamie est déjà interdite en Birmanie. La loi sur les « mariages interconfessionnels » exige des femmes bouddhistes qu'elles obtiennent une autorisation pour se marier à une personne d'une confession différente. La loi sur les « conversions religieuses » obligera toute personne souhaitant changer de religion à obtenir l'autorisation des autorités. Cet ensemble législatif est utilisé par le gouvernement birman à des fins électorales. Info Birmanie appelle le Président Thein Sein à rejeter les deux textes de loi qui n'ont pas encore été adoptés.

POINTS ÉLECTIONS 2015



Les partis politiques musulmans craignent que leurs candidats ne puissent participer aux élections de novembre. Au mois d'août, 88 candidats ont été refusés par la Commission Électorale, le plus souvent car leur nationalité n'était pas « conforme aux critères ». 28 de ces refus concernent des candidatures de la minorité musulmane des Rohingyas dans l'État d'Arakan. L'actuel député de l'USDP, Shwe Maung, élu en 2010 pour représenter la circonscription majoritairement Rohingya de Buthidaung a notamment été déclaré inéligible car ses parents n'étaient pas citoyens birmans au moment de sa naissance. À l'origine de cette décision, une plainte déposée par son rival issu du Parti National Arakanais. Sept candidats du parti de l'opposition ont également été refusés sur des critères ethniques, d'âge ou parce qu'ils étaient affiliés à des "organisations illégales". Aucun candidat du parti au pouvoir n'a par contre été évincé.

Les inondations complexifient l'organisation des élections : Les graves inondations qui ont frappé la Birmanie cet été (voir ci dessous le focus *"Que penser de la gestion de la crise des inondations par le gouvernement birman"*), ont détruit l'ensemble des dossiers de certains partis politiques ainsi que les vérifications des listes électorales menées dans plus de 50 districts par la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND). De plus, un grand nombre de candidats, qui devaient se présenter aux élections de novembre, ont renoncé, déclarant avoir des problèmes plus urgents à résoudre dans leurs circonscriptions. La Commission Électorale a prolongé la date limite de dépôt des candidatures d'une semaine (18 août) mais plusieurs partis politiques n'ont pas eu le temps de retrouver les candidats qui leur auraient permis de concourir dans toutes les circonscriptions qu'ils souhaitaient briguer. Les élections seront reportées uniquement dans certains bureaux de vote, mais dans aucune circonscription complète. La Commission Électorale a par ailleurs annoncé que les personnes ayant perdu leurs documents d'identité pourraient voter si elles obtenaient, avant le 1er novembre, de nouveaux documents auprès des bureaux de la sous-commission.

La liste des candidats choisis par la LND, le parti d'Aung San Suu Kyi, suscite le mécontentement de ses sympathisants. Ces derniers lui reproche un manque de consultation et de procédures démocratiques dans ses décisions, ainsi que la désignation de candidats, très éloignés des réalités de terrain et des électeurs. D'autre part, beaucoup s'interroge sur le changement de cap du parti qui a refusé les candidatures - malgré leur notoriété et expérience - de 20 activistes de l'organisation Génération 88, historiquement liée à la LND. Suite à la publication de la liste et au peu d'explications données par les responsables du parti, une vingtaine de membres historiques ont démissionné et des manifestations ont été organisées dans plusieurs circonscriptions. Les tensions se sont intensifiées après que la LND décide d'exclure du parti, les membres soupçonnés d'avoir participer aux protestations, sans vérifier qu'ils y étaient réellement. Le 24 août, la LND et Génération 88 ont publié un communiqué commun indiquant qu'ils n'avaient « jamais été séparés » et que les membres de Génération 88 allaient faire campagne pour la LND dans plus de 90 districts.



LES FOCUS DU MOIS

QUE PENSER DE LA GESTION DE LA CRISE DES INONDATIONS PAR LE GOUVERNEMENT BIRMAN ?

Cet été la Birmanie a été touchée par des pluies torrentielles, que le pays n'avait pas connu depuis des décennies. Rivières en crue, glissements de terrain, villages isolés, maisons et champs engloutis, infrastructures détruites : il s'agit de la plus grave catastrophe naturelle depuis le Cyclone Nargis de 2008. Les inondations ont affecté 12 des 14 régions et États entre le mois de juin et le mois d'août et ont été aggravée le 31 juillet par le passage du cyclone Komen dans le sud du pays.

Au moins 117 personnes auraient trouvé la mort dans les inondations et le bilan ne cesse de s'alourdir. Selon les autorités birmanes, 400 000 foyers au moins ont été obligé de quitter leur domicile et 1,6 millions de personnes ont été « gravement affectées » par la catastrophe.



Alors qu'en Birmanie la saison des plantations a commencé, plus de 300 000 hectares de terres arables sont sous les eaux et des centaines de milliers de paysans ont perdu leurs semences et même parfois leur bétail. D'ici quelques mois, la Birmanie rencontrera des difficultés pour nourrir sa population. En attendant, de nombreuses zones ne sont accessibles que par voie aérienne et l'aide humanitaire peine à arriver jusqu'aux populations isolées qui manquent de nourriture et d'eau potable.

Alors que les élections générales auront lieu dans moins de 3 mois, cette catastrophe ravivent les souvenirs du référendum pour la constitution qui avait eu lieu quelques jours après le cyclone Nargis. Ce dernier avait fait 140 000 morts et provoqué des dégâts gigantesques à travers le pays. Après avoir bloqué l'aide internationale pendant trois semaines, la junte militaire avait maintenu le référendum alors que le pays venait de vivre l'une des pires catastrophes de son histoire. La constitution – toujours en place et largement contestée – avait été approuvée, malgré les irrégularités, par 92% des votes, selon la junte.

7 ans après, qu'en est-il ? Dans un premier temps les autorités birmanes ont minimisé l'ampleur des inondations puis la gestion de la crise a pris une dimension politique et des allures de campagne électorale. Au début du mois d'août, le gouvernement et l'opposition, soucieux de montrer leur réactivité, ont multiplié les initiatives pour secourir les populations affectées et ont largement fait appel à l'aide internationale. Les autorités birmanes ont mis à disposition des secouristes des hélicoptères, des avions et des bateaux pour leur permettre d'atteindre les zones isolées. Par ailleurs, des militaires ont été déployés sur le terrain pour aider les villageois. « La réponse du gouvernement a été trop lente, mais comparée à celle de Nargis, c'est un énorme changement » a déclaré l'analyste politique Kyaw Lin Oo. Il semblerait que la gestion des inondations a redoré l'image de l'armée birmane et permis au gouvernement de gagner en crédibilité en vue des élections.

Toutefois, l'efficacité du plan d'action des autorités en cas de catastrophe naturelle – loi de 2013 – reste largement critiquée puisque les opérations de secours peinent à atteindre les zones les plus impactées. De

plus, les autorités ont menacé de poursuivre en justice ceux qui diffuseraient “de fausses informations sur le désastre naturel avec l'intention d'effrayer le peuple”. Ces intimidations, rappellent l'attitude des militaires en 2008 qui arrêtaient les travailleurs humanitaires indépendants et toutes personnes critiquant leur gestion de la crise.

À l'image de la politique menée par le gouvernement birman, la réponse à la crise reste très inégalitaire. Info Birmanie a reçu des informations de ses partenaires de l'État d'Arakan – l'un des deux états les plus pauvres et les plus touchés par la catastrophe – indiquant que les autorités avaient évacué une partie des arakanais bouddhistes et leur avaient fourni une aide humanitaire, alors qu'elles avaient abandonné la minorité musulmane des Rohingyas à son sort. Ses conditions de vie, notamment dans les camps de déplacés, en font pourtant l'une des communautés les plus exposées aux catastrophes naturelles. La majorité des décès ont par ailleurs eu lieu dans l'État d'Arakan. Par ailleurs le groupe extrémiste Ma Ba Tha s'est hissé sur le devant de la scène en organisant une grande collecte de don destinée à venir en aide aux victimes des inondations. Il a déjà récolté plus de 35 000 euros et commencé ses opérations de secours.

Alors que le déblaiement a commencé, la destruction des infrastructures et des voies de transports dans de nombreuses régions, ne permet pas de répondre correctement aux besoins. Le manque d'eau potable, la multiplication des maladies et l'augmentation du prix des produits de première nécessité (à commencer par les denrées alimentaires), menacent des centaines de milliers de personnes. Le retour à la normal devrait prendre plusieurs années.

Le gouvernement birman doit faciliter l'acheminement de l'aide et la reconstruction pour tous, sans négliger les zones ethniques isolées. Il doit protéger tout particulièrement les groupes les plus vulnérables, comme les femmes, les enfants, les handicapés, les personnes âgées et les minorités ethniques et religieuses. Les opérations de secours et de reconstruction doivent être menées de façon inclusive et en ligne avec les principes humanitaires internationaux. Le Forum des Organisations de la société civile a publié une déclaration appelant le gouvernement à « utiliser le budget de l'État de façon transparente et méthodique sans discriminations ni corruption ». La communauté internationale, les donateurs et les autorités birmanes doivent travailler en collaboration avec les organisations locales qui sont les mieux placées pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables.

Selon le Think Tank allemand Germanwatch la Birmanie a été le 2ème pays le plus impacté par les effets du changement climatique entre 1994 et 2013. La tendance ne risquant pas de s'inverser, les autorités birmanes doivent prendre des mesures sur le long terme pour améliorer leur réponse aux catastrophes naturelles et surtout réfléchir aux moyens d'en limiter l'impact sur la population.

L'OPTIMISME QUI ENTOURE LES NÉGOCIATIONS DE PAIX EN BIRMANIE, N'EST PAS PARTAGÉ PAS LES CIVILS DES ZONES ETHNIQUES

Alors que les négociations de paix pour un accord de cessez-le-feu national seraient, aux dires du gouvernement birman, en train d'aboutir, l'armée birmane continue d'attaquer certains groupes armés ethniques dans les zones Kachin, Shan, Palaung et Karen. Ces affrontements sèment le doute quant à la possibilité d'une signature rapide de l'accord de cessez-le-feu. En attendant, ce sont, comme souvent, les civils et les communautés locales qui paient le prix de la guerre. La protection des communautés locales, est en effet, largement absente des discussions de paix.

Une rencontre est prévue entre les représentants de cinq des plus importants groupes armés ethniques, le Président et le chef des armées birmanes, au mois de septembre, à Nay Pyi Daw. Le gouvernement, très confiant, souhaite qu'à l'issue de ces échanges, une date soit fixée pour concrétiser la signature de l'accord de cessez-le-feu national. Pourtant cet optimisme semble prématuré puisque l'un des obstacles majeurs à la signature de l'accord n'a toujours pas été résolu. En effet, le gouvernement refuse d'inclure six groupes armés ethniques au processus de paix alors que les autres organisations armées ethniques ont conditionné leur signature à une inclusion de tous les groupes armés, sans exception. La stratégie « diviser pour mieux régner » du gouvernement, lui a permis de convaincre une partie des groupes armés ethniques qu'un accord non inclusif mais avec des garanties pour ces six groupes serait un bon compromis. Les autres sont toujours catégoriques et refusent de signer l'accord tant que le processus ne sera pas totalement inclusif. Cette question sera de nouveau abordée lors de la rencontre.

Le président des représentants des groupes armés ethniques (Senior Delegation), a déclaré au sujet des groupes armés ethniques exclus « si le gouvernement et l'armée birmane ne veulent pas qu'ils participent, ou si l'armée continue de les attaquer, la signature d'un cessez le feu national n'aura aucun sens. ». Aung San Suu Kyi s'est également exprimée sur le sujet « Nous espérons qu'il (l'accord de cessez-le-feu national) aboutisse bientôt, nous souhaitons qu'il soit totalement inclusif et nous voulons un traité où chaque partie aient des responsabilités pour que notre pays puisse avancer vers la paix ».



Outre le désaccord sur le caractère inclusif du processus, la persistance des affrontements armés sur le terrain, constitue un autre frein à la signature de l'accord. Des rapports indiquent que des combats ont eu lieu la semaine dernière entre l'armée birmane et l'armée Kachin (KIA), l'armée Shan du Sud (RCSS), l'armée Ta'ang (TNLA), et l'une des armées Karens. Tandis que le Chef des armées annonçait devant le Parlement que les affrontements avaient réduit ces dernières années, les soldats menaçaient les communautés Palaung sur le terrain en déclarant qu'ils allaient « détruire la TNLA, comme il l'ont fait avec l'armée Kokang ». Les communautés locales sont les premières victimes des affrontements armés. Elles sont souvent détenues arbitrairement par l'armée birmane, torturées, forcées à travailler pour les militaires, accusées de travailler pour les armées rebelles, ou même tuées.

Ces violations des droits de l'homme commises par les forces armées birmanes, sont régulièrement documentées par les groupes de défense des droits de l'homme locaux et internationaux et continuent de l'être malgré les négociations de paix en cours. Le comportement de l'armée birmane n'a tout simplement pas changé malgré ses engagements et ses déclarations optimistes. La signature du cessez-le-feu, quand elle aura lieu, sera saluée par la communauté internationale qui ne manquera pas de féliciter chaleureusement le gouvernement birman et le Chef des armées. Et pourtant si le gouvernement et l'armée birmane continuent d'ignorer leurs obligations de ne pas commettre d'abus sur les civils dans les zones de conflits armés, l'accord de cessez-le-feu sera dénué de sens et de légitimité.

Plutôt que de pousser les groupes armés ethniques à signer l'accord de cessez-le-feu, la communauté internationale devrait faire davantage pression sur la Birmanie pour qu'elle remplisse ses obligations internationales et cesse de s'en prendre aux communautés ethniques. Tant que l'armée birmane bénéficiera de cette totale impunité, les violations des droits de l'homme continueront et la paix et la réconciliation nationale ne seront pas envisageables.